

## ZAÏRE

*Dans une Afrique en plein bouleversement, le Zaïre est une illustration exemplaire de la déliquescence d'une économie, de l'effondrement d'un État et de l'éclatement d'un pays. Ce pays-continent est aujourd'hui en faillite, ruiné par trente ans de répression, de prédation et de corruption. La déliquescence de l'économie a de graves conséquences pour la majorité de la population, qui est insensiblement passée de la pauvreté à la misère, et l'absence d'ouverture politique renforce les risques d'éclatement du pays. Si cette crise larvée n'a pas encore débouché sur un conflit ouvert, comme au Rwanda, au Libéria ou en Somalie, le blocage politique a ravivé les tensions dans des régions depuis longtemps travaillées par des tentations sécessionnistes. C'est ainsi qu'au Shaba les populations originaires du Kasai ont été victimes d'une véritable « purification ethnique » et qu'au Kivu les tensions entre autochtones et populations d'origine rwandaise, qui se sont traduites par une explosion de violence en 1993, sont exacerbées, depuis l'été 1994, par l'exode massif de réfugiés en provenance du Rwanda.*



## De l'indépendance à la faillite

La crise zaïroise plonge ses racines dans l'histoire mouvementée du pays depuis l'indépendance. Dès le départ du colonisateur belge, le 30 juin 1960, le Zaïre, qui s'appelait alors le Congo, entre dans une période de troubles marquée par des assassinats politiques, des rébellions d'inspiration marxiste et des guérillas séparatistes : la sécession du Katanga, le 11 juillet 1960, suscite l'intervention des Nations unies qui déploieront, quatre ans durant, une force de « maintien de la paix », laquelle s'impliquera dans les combats pour maintenir l'intégrité du pays et tenter de trouver une solution au conflit. En 1965, un coup d'État porte au pouvoir le général Mobutu, qui impose un pouvoir sans partage par une sévère répression et l'instauration d'un parti unique.

Au début des années soixante-dix, la nationalisation des sociétés minières, la chute du cours du cuivre (principale ressource du pays) et la hausse du prix du pétrole provoquent les premières graves difficultés économiques. Mais, malgré la ruine progressive de son appareil de production, le Zaïre parvient encore à faire illusion : les immenses ressources minières de ce pays, souvent qualifié de « scandale géologique », et l'aide internationale lui assurent des rentrées régulières de devises. De 1973 à 1978, l'aide extérieure finance nombre d'« éléphants blancs » et procure de juteuses commissions à la clientèle du régime. Mais les plus grands dérapages financiers furent commis au moment où il fallut rembourser les dettes de ces investissements improductifs. Les années quatre-vingt marquent la période de la « grande prédation » zaïroise, paradoxalement dénoncée par le maître en la matière, le général Mobutu, en 1978, dans un discours resté célèbre sur le « mal zaïrois » où il fustigeait la corruption et l'« inversion des valeurs », une expression qui sera reprise douze ans plus tard par ses détracteurs de la Conférence nationale. C'est à partir de 1982, en effet, que va se généraliser et s'étaler au grand jour un pillage en règle des caisses de l'État par des ponctions de tous ordres sur les revenus de l'appareil productif et, surtout, sur ceux de la Gécamines, qui exploite les immenses ressources minières du Shaba et fournit l'essentiel des devises du pays. En 1987 et 1988, 300 à 400 millions de dollars, soit près du quart des recettes annuelles de l'État, s'évanouissent dans la nature et, entre 1984 et 1990, certaines estimations font état de la disparition de plus d'un milliard de dollars de la trésorerie de l'État.

Dans cette atmosphère délétère, l'effondrement de l'activité minière donne le signal de la faillite : en quatre ans, la production de cuivre de la Gécamines, qui fournissait, dans la période faste,

70 % des recettes de l'État, va passer, faute de maintenance, de 470 000 à 40 000 tonnes... À partir de la fin de l'année 1991, plus aucune taxe ou redevance n'est versée à l'État, alors que les dépenses publiques continuent de s'accroître. La seule alternative pour les six gouvernements qui se succéderont pendant la période dite de « transition démocratique » sera le recours à la planche à billets, ce qui va achever de dérégler ce qui reste de l'économie du pays. Aujourd'hui, l'État zaïrois ne fonctionne plus qu'avec les ressources des taxes sur les exportations de diamants, dont plus de la moitié trouve le chemin de la fraude.

### La grande misère zaïroise

Depuis 1991, tous les garde-fous ont sauté et le pays est retombé dans un désordre rappelant celui des années 1960-1965, lorsque le pays était plongé dans la guerre civile. Les émeutes et les pillages de décembre 1990, de septembre 1991 et de janvier 1993 se sont soldés par la destruction quasi totale de l'appareil commercial et industriel de la capitale et des grandes villes de province. Ces pillages, initiés par des militaires réduits à l'état de va-nu-pieds, suivis par une population urbaine marginalisée, constituent le signe le plus tangible de l'effondrement complet de l'économie officielle. L'économie dite « informelle » est devenue la principale forme d'échange monétarisé mais, dans ce climat d'anarchie, le fameux « système D » zaïrois n'est même plus en mesure d'assurer la survie de la population.

Quelques indicateurs éloquentes illustrent le dénuement de la population : en novembre 1991, à Kinshasa, le taux de malnutrition globale était de 5,2 %, dont près de 1 % de malnutrition sévère ; en mars 1994, ces taux s'élevaient respectivement à 10,7 % et 2,5 %. Aujourd'hui, 80 000 enfants souffrent de malnutrition dans la capitale, dont 20 000 de malnutrition sévère, et la situation ne cesse de se dégrader. Des problèmes de transport perturbent gravement l'approvisionnement de Kinshasa, provoquant une flambée des prix des produits de première nécessité : sur les marchés, le sucre se vend désormais à la cuillère, le pain par tranche, et le Zaïrois de condition modeste vivant en milieu urbain ne peut bien souvent s'offrir qu'un repas par jour. Les « petites gens » ne sont d'ailleurs pas les seules affectées ; la crise touche également les 300 000 à 500 000 agents de l'État (militaires compris), dont les salaires sont, depuis deux ans, « mangés » par une inflation annuelle de 2 000 à 3 000 %.

L'une des conséquences de cette situation est la très grave dégradation des conditions sanitaires, aussi bien dans les villes que dans

les campagnes. Moins de la moitié des structures sanitaires et hospitalières sont encore opérationnelles et celles qui le sont encore sont dans un état lamentable. L'approvisionnement en médicaments, vaccins et matériel médical est insuffisant, voire inexistant. Le personnel de santé, sous-payé et livré à lui-même, se sent abandonné par un État en faillite, ce qui entraîne la prolifération d'un charlatanisme médical et pousse les malades à se diriger vers un « marché libre » aux prix exorbitants. Dans ce contexte, les grandes endémies se répandent rapidement : maladie du sommeil, tuberculose, choléra et même peste bubonique ont refait leur apparition, jusque dans les régions les mieux loties comme celle de Bandundu, l'un des greniers de la capitale. Les programmes de prévention et de dépistage ne fonctionnent quasiment plus, faute de moyens. Le sida est devenu l'une des principales causes de mortalité à Kinshasa : le nombre de séropositifs y est estimé à 310 000 personnes et les quelque 30 000 malades ne reçoivent, pour la plupart, aucune aide médicale.

### L'échec de l'ouverture politique

Le problème est d'autant plus grave que le pays a perdu tout accès aux circuits d'aide internationale après des décennies de malversations. Au terme de quatre années de relations difficiles avec les institutions financières internationales, le Zaïre s'est vu privé, en mai 1994, de son droit de vote au FMI, dernière étape avant son exclusion définitive du Fonds. Les coopérations bilatérales, qui apportaient, bon an mal an, près d'un milliard de dollars aux caisses de l'État ont, elles aussi, cessé depuis 1992 et les traditionnels « parrains » du Zaïre — la Belgique, la France et les États-Unis — se trouvent aujourd'hui dans une position inconfortable : comment, en effet, poursuivre des relations officielles avec un État qui a pratiquement cessé d'exister ? Les bailleurs de fonds et les autorités financières internationales se seraient sans doute montrés plus conciliants si les droits de l'homme étaient enfin respectés et si un processus de démocratisation avait pu s'engager. Tel n'a pas été le cas. Le Zaïre est l'un des pays d'Afrique subsaharienne où la « Conférence nationale » (réunissant l'ensemble des forces politiques en vue d'une ouverture démocratique) a été le plus visiblement stérile et a perdu une bonne partie de sa crédibilité en tant qu'organe constituant.

Les pressions internationales en faveur d'une ouverture politique n'ont, en définitive, guère eu d'impact sur un chef d'État qui, retiré dans ses palais de Gbadolite ou de Kawele, s'est hissé à la hauteur d'un monarque inaccessible, au-dessus d'une mêlée de flatteurs dont

il se contente d'arbitrer les querelles de factions. Après avoir accepté, en octobre 1990, l'instauration du multipartisme à partir de 1991, le maréchal Mobutu a refusé de s'impliquer dans les travaux d'une Conférence nationale qu'il a toujours considérée avec beaucoup de dédain, a dégage sa propre responsabilité des erreurs qu'il a lui-même induites et s'est mis hors d'atteinte du système de courtisans qu'il préside. Ce superbe isolement ne date pas d'hier : le « système Mobutu » s'est figé depuis le début des années quatre-vingt. Se désintéressant de l'économie, sauf pour la rente dont il bénéficie, le président zaïrois se contente d'effectuer de vains arbitrages et de pratiquer un absentéisme en trompe l'œil. Deux préoccupations retiennent exclusivement son attention : sa propre sécurité d'abord, assurée, depuis le début des années quatre-vingt, par une division spéciale présidentielle créée avec l'aide de conseillers israéliens ; les affaires internationales ensuite, où il se pose en « sage » de l'Afrique et en arbitre des conflits de ses voisins (Angola, Rwanda, Burundi). À cet égard, la crise du Rwanda et l'afflux massif de réfugiés à Goma en juillet 1994 lui ont incontestablement permis de rompre son isolement et de redevenir un interlocuteur obligé des pays occidentaux.

Lancée en août 1991, la Conférence nationale « souveraine » a vite tourné au « charivari politicien » : l'opposition, minée par la prolifération des partis politiques, a été rapidement gangrenée par le retour en force du régionalisme. L'échec politique de la transition démocratique va bien au-delà des péripéties de ces trois dernières années. La « démocratisation par le haut » a été paralysée, d'une part, par l'absence de démarcation nette entre l'opposition et la *nomenklatura* traditionnelle et, d'autre part, par les motivations d'une classe politique pour laquelle l'argent et le pouvoir sont vécus comme plus importants que le bien-être de ce peuple qu'elle ne cesse d'invoquer. L'argent joue un rôle prépondérant dans la sclérose politique zaïroise : Conférence nationale, Haut Conseil de la République, Parlement de transition, ministères, etc. sont des lieux institutionnels où l'on continue à « gagner gros » et la « nouvelle » classe politique zaïroise risque de se recomposer autour d'instances qui, sous une respectabilité « démocratique » de façade, jouent essentiellement un rôle de redistribution des prébendes.

On a parfois pu espérer un renouveau politique par le biais de cette « société civile » dont on célèbre souvent les vertus. Malheureusement, à l'exception de quelques associations de développement, dont la création est antérieure au début de la « transition » et qui sont surtout implantées au Kivu, la société civile zaïroise n'a pas véritablement acquis son autonomie par rapport à la sphère politi-

que. Sur le millier d'associations se réclamant de la société civile recensées au début de la Conférence nationale, bon nombre ne se sont constituées que pour bénéficier des indemnités quotidiennes accordées aux « conférenciers », tandis que certaines se laissaient même acheter par la mouvance présidentielle. Au fil des mois, les représentants de la société civile zaïroise n'ont joué qu'un rôle de figuration ou d'appoint de voix pour les formations ou les plateformes politiques et se sont peu à peu éloignés de leur base.

L'affaiblissement de l'État et l'échec de l'ouverture politique se sont accompagnés, depuis la fin de l'année 1990, d'un renforcement des tendances centrifuges dans un pays depuis longtemps travaillé par des tentations séparatistes. Cette résurgence du régionalisme s'est traduite, dans certaines régions, par de graves tensions qui ont parfois débouché sur des mécanismes d'épuration ethnique. Les zones de friction ont toutefois été moins nombreuses qu'on aurait pu le penser au vu de l'effondrement économique du pays. Les deux régions où se sont déroulés les affrontements les plus violents entre « originaires » et « non-originares », pour reprendre la terminologie zaïroise, ont été le Shaba et le Kivu. Dans les deux cas, il s'agit de la réactivation de conflits régionaux ou ethniques remontant à l'époque de l'indépendance.

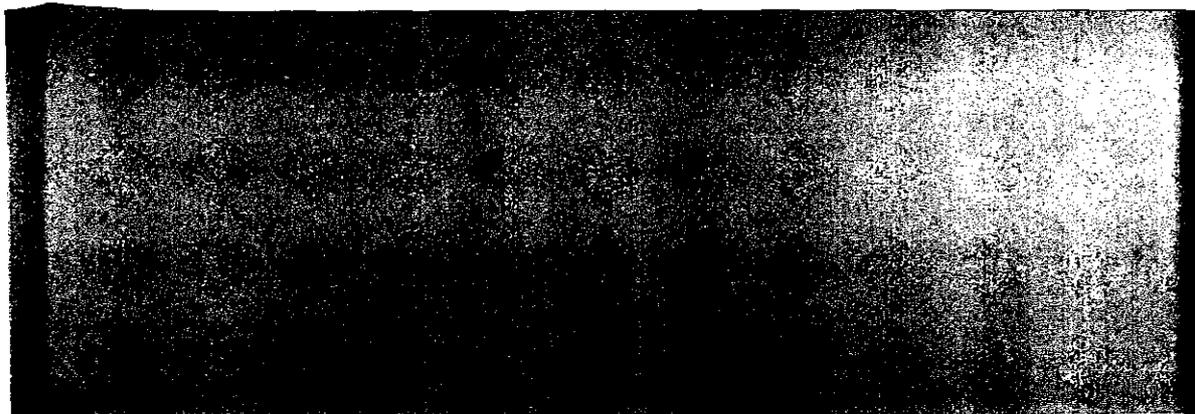
### L'épuration ethnique au Shaba

Au Shaba, rebaptisé Katanga par les autorités régionales, d'anciennes tensions ethnico-régionales ont resurgi à la faveur de l'affaiblissement du pouvoir central. En 1960, la sécession du Katanga avait déjà été marquée par la persécution des populations non autochtones, en particulier des membres de la diaspora luba, pour partie originaires du Kasai, qui, arrivés au Shaba à l'époque coloniale pour travailler dans les mines, avaient peu à peu évolué dans la hiérarchie jusqu'à détenir les positions les plus enviables à l'Union minière du Haut-Katanga, dans l'administration coloniale, le commerce, etc. À l'époque déjà, de terribles pogromes « anti-Kasaiens » avaient débouché sur la création de véritables camps de concentration par le pouvoir sécessionniste de Moïse Tshombé. Pour contrer une éventuelle résurgence du séparatisme, le président Mobutu avait, dès son arrivée au pouvoir en 1965, mis en œuvre une politique consistant à attribuer aux Kasaiens, et en particulier aux Lubas, les postes de responsabilité à la Gécamines comme dans l'administration régionale et dans les garnisons locales. La tendance fut renversée en septembre 1991 avec la désignation, comme nouveau gouverneur du Shaba, de Kyungu wa Kumwanza,

un Katangais qui, dès son entrée en fonctions, multiplia les mesures discriminatoires à l'encontre des « non-originares ». Cette politique xénophobe trouva un terrain d'autant plus fertile que le Shaba minier était alors en pleine déconfiture avec l'effondrement de la Gécamines, traditionnelle vache à lait des gabegies étatiques et politiques. Dans ce contexte, les nouvelles autorités régionales détournèrent aisément les griefs d'une population paupérisée en désignant comme boucs émissaires les « accapareurs » originaires du Kasai.

C'est d'ailleurs sur les sites miniers, où circulaient des rumeurs de licenciements massifs, que les dérapages et les violences « anti-Kasai » furent les plus vifs. En août 1993, la célébration, par les ressortissants du Kasai, de la nomination d'Étienne Tshisekedi, un Luba du Kasai, comme Premier ministre du Zaïre de la transition, déclencha le cycle de la violence. Cette manifestation fut ressentie par les Katangais comme une provocation et donna le signal de la « chasse aux Kasaiens ». Le gouverneur Kyungu donna le ton en proclamant que les non-Katangais devaient être expulsés « comme des insectes » : « Nous allons, disait-on dans son entourage et à la radio, enduire les Kasaiens de graisse et les faire glisser sur les rails jusque chez eux. » La presse locale, naguère mobilisée pour la propagande du maréchal Mobutu, stigmatisa, quant à elle, la « plaie incurable » que constituait la présence des Kasaiens au Katanga et réclama, de concert avec nombre de politiciens locaux, « l'indépendance du Katanga ». Dans ce climat de surenchère régionaliste, certains prêtres catholiques allèrent jusqu'à évoquer dans leurs prêches « une théologie katangaise de la libération » et les jeunes, laissés pour compte, sans écoles, sans emplois et sans avenir, furent embri-gadés dans la chasse aux « colons » lubas.

Les violences débutèrent à Likasi en septembre 1992, lorsque des commandos de la jeunesse de l'UFERI, le parti de l'ancien Premier ministre Nguza Karl-I-Bond et du gouverneur Kyungu, attaquèrent, pillèrent et incendièrent les habitations des Kasaiens dans les cités et les lotissements de la Gécamines. Paniqués, ceux-ci se réfugièrent dans les camps militaires où ils trouvèrent la protection des garnisons du Kasai, dans les écoles et les églises où ils furent protégés par le clergé et, finalement, dans les gares où ils attendront, pendant des semaines, des trains pour retourner au Kasai. Beaucoup d'expulsés, dans l'impossibilité de payer le prix du voyage, ne devront leur salut qu'à la dizaine de trains affrétés par les autorités et, surtout, à une réaction rapide et efficace des missionnaires, de la Croix-Rouge et des organisations humanitaires étrangères. En juin 1993, près de 75 000 personnes étaient déplacées à Likasi et vivaient dans des conditions extrêmement précaires dans des camps improvisés,



dans l'attente d'un départ vers de problématiques « terres ancestrales ». Dans la plupart de ces camps, les déplacés manquaient d'eau, de nourriture, d'abri, de soins médicaux... et la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans était très élevée, entre 6 et 10 décès par jour pour 10 000 enfants, soit des taux douze à vingt fois supérieurs à ceux constatés dans la population environnante.

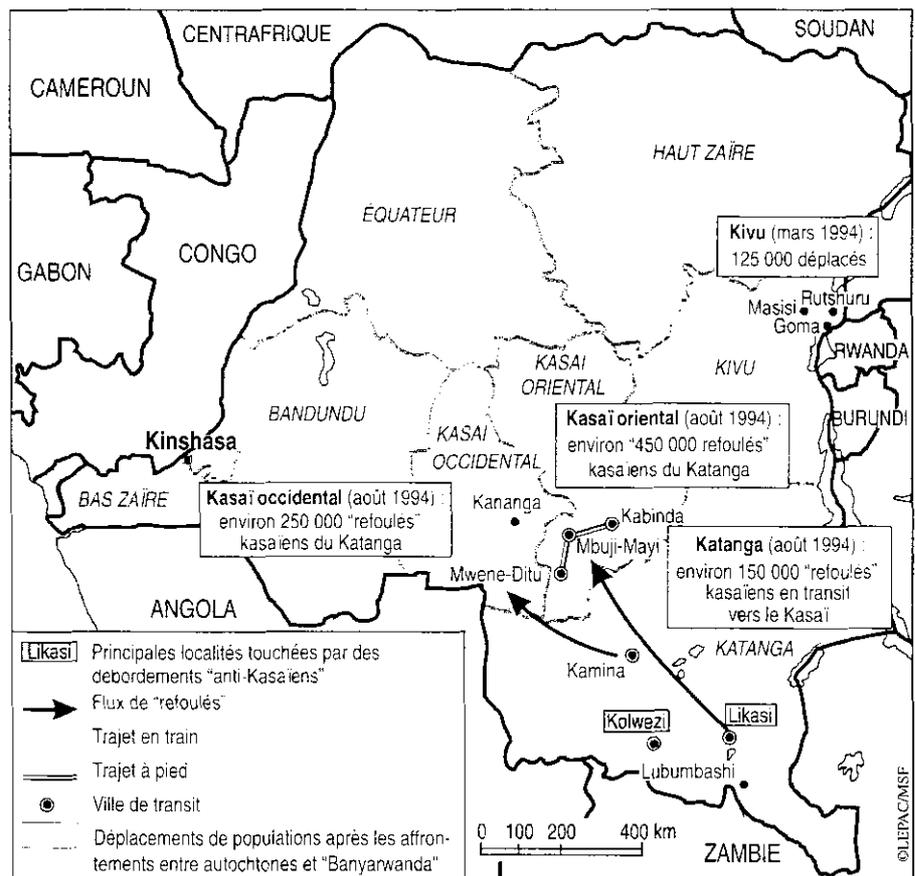
En décembre 1992, 32 000 personnes avaient quitté le Shaba et l'exode ne cessera d'augmenter pendant les mois suivants. En septembre 1993, près de 400 000 « refoulés » avaient rejoint le Kasai et 135 000 déplacés étaient en attente de départ dans les gares du Shaba. En août 1994, deux ans après le début des troubles, on estimait à 700 000 le nombre des personnes ayant fui le Shaba mais leur réinstallation n'allait pas sans difficultés. Les refoulés arrivaient au Kasai démunis de tout, dans des camps de transit touchés par de graves problèmes de malnutrition : selon certaines enquêtes, les taux de malnutrition et de mortalité parmi les déplacés étaient quatre à six fois supérieurs à ceux de la population qui les accueillait. Pour la plupart citadins et ayant perdu depuis longtemps le contact avec leur région d'origine, les refoulés tentaient de survivre soit dans un milieu urbain anarchique n'offrant aucun débouché économique, soit dans un milieu rural pauvre et surpeuplé auquel ils ont eu du mal à s'adapter. Beaucoup se sont finalement installés à la périphérie de villes comme Mbujî Mayi dont la population a augmenté en quelques mois de 200 000 personnes.

### Tensions et incertitudes au Kivu

Au Kivu, dans l'est du pays, à la frontière du Rwanda et du Burundi, les tensions se nouèrent principalement autour de la présence de populations rwandaises, établies dans la région avant la colonisation ou arrivées du Rwanda pendant la période coloniale ou depuis l'indépendance. La dernière grande vague d'immigration fut celle des réfugiés tutsis fuyant la « révolution sociale » rwandaise de 1959-1961. Les premiers affrontements avec ces « non-originaires », qui représentent près de 80 % de la population dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Goma, remontent aux années 1963-1964, lorsque les autorités provinciales décidèrent d'exclure purement et simplement ceux que l'on appelle les « Banyarwandas » de tous les emplois publics du Nord-Kivu. En 1972, une loi accordant la nationalité zaïroise à tous les résidents de la province apaisa pour un temps les esprits. Mais les tensions resurgirent, en 1981, lorsque le Parlement zaïrois discuta d'un projet de loi, qui, fort heureusement, ne fut pas adopté, visant à annuler la loi de 1972.

Le débat sur la nationalité, qui au Zaïre renvoie essentiellement à la « question rwandaise », revint en force en 1991, lors de la constitution de la Conférence nationale souveraine : dès le début des travaux, tous les « Rwandais », regroupés dans un parti, le CEREAA, furent exclus de la Conférence. Considérés comme des étrangers dans des territoires où ils étaient pourtant majoritaires, frustrés par leur absence de représentation locale — les groupes ethniques minoritaires (hunde, nande et nyanga) occupent 48 % des postes de l'administration locale —, les « Banyarwandas », Tutsis comme Hutus, s'organisèrent dans une association mutualiste, le MAGRIVI, et entamèrent, dès la fin de 1991, une campagne de désobéissance civile : refus d'obéir aux ordres des autorités administratives, refus de payer l'impôt, incendies d'habitations de chefs locaux, diffusion de tracts incitant à la désobéissance...

ZAÏRE, 1992-1994 : L'EXPULSION DES KASAIENS DU KATANGA ET LES TENSIONS AU KIVU



Mais, au-delà des problèmes de citoyenneté, le conflit était aussi, et peut-être surtout, économique et social. Il opposait deux modes de vie — celui des éleveurs, pour la plupart Banyarwandas, et celui des agriculteurs « autochtones » — dans une région particulièrement fertile où la pression foncière est forte, du fait de l'installation de migrants venus de toute la région et même de l'Ouganda. Au fil des ans, les éleveurs hutus ou tutsis, dynamiques et organisés, ont sans cesse acquis de nouvelles terres en obtenant, de façon plus ou moins régulière, des titres de propriété à Goma ou à Kinshasa. Toutes les conditions d'un affrontement majeur étaient donc réunies et certaines autorités ont, sans doute, joué la carte de l'ethnicité pour reprendre en main, à la faveur de troubles, cette province qui, à l'instar du Kasai, était traditionnellement acquise à l'opposition.

L'embrasement général survint le 20 mars 1993, à la suite de l'arrestation d'un des leaders du MAGRIVI. Entre mars et avril 1993, les violences interethniques firent 2 000 à 3 000 victimes et provoquèrent le déplacement de plus de 50 000 personnes, toutes ethnies confondues. Quelques mois plus tard, on compta entre 6 000 et 15 000 morts et plus de 250 000 déplacés. Au début de 1994, toutefois, des réunions de conciliation entre les représentants des parties en conflit permirent d'enrayer le cycle de la violence et d'encourager le retour progressif des déplacés dans leurs villages d'origine. Mais, malgré cet apaisement, les tensions restent vives et toujours susceptibles de dégénérer dans de nouveaux affrontements. Dans ce contexte, l'exode massif de centaines de milliers de Rwandais risque de remettre en cause cette fragile accalmie.

L'arrivée brutale de près d'un million de réfugiés dans la région de Goma, au début du mois de juillet 1994, puis de près de 150 000 personnes autour de Bukavu, à la fin du mois d'août, lors du départ des forces françaises de la « zone humanitaire sûre » du sud-ouest du Rwanda, a eu des conséquences dramatiques pour la population locale. En quelques jours, ces deux régions ont été littéralement submergées par des flots de réfugiés qui ont envahi tous les espaces disponibles, saturé les structures de santé et les systèmes de distribution d'eau et apporté dans leur sillage des épidémies de choléra et de dysenterie qui n'ont pas épargné les habitants du Kivu. Dans le même temps, les prix des denrées alimentaires ont plus que doublé et l'insécurité s'est brusquement aggravée, du fait des exactions perpétrées par les soldats zairois : outre le lucratif racket à l'encontre des réfugiés, dépouillés de leurs maigres biens au passage de la frontière, l'arrivée d'une aide humanitaire massive a représenté une aubaine pour une armée clochardisée, qui a pris l'habitude de vivre sur la population et n'a pas hésité à faire usage de ses

armes pour intimider les organisations de secours et prélever sa part de l'aide destinée aux réfugiés. Les soldats en déroute des forces armées rwandaises ne sont pas en reste, qui multiplient les pillages dans les camps de réfugiés et cherchent à accroître leur contrôle sur les populations en dissuadant les candidats au rapatriement de rentrer au Rwanda. La perpétuation de ce problème de réfugiés risque d'exacerber les tensions entre « Banyarwandas » et populations locales et de déstabiliser un peu plus une région sensible qui peut à tout moment replonger dans un nouveau cycle de violences.

